

Communiqué. ROMEUROPE 94 . Expulsion des familles Roms de Choisy le Roi... !

Une fois de plus, des familles roms en grande précarité ont été jetées sur le bord d'une route après l'expulsion de leur lieu de vie précaire. Argumentant sur les conditions indignes dans lesquelles ces familles vivent, la police a aggravé la situation en les abandonnant après l'enlèvement de leurs caravanes.

La politique xénophobe du gouvernement s'est accentuée depuis quelques semaines et a trouvé ses boucs émissaires : les étrangers, les roms, les gens du voyage.

Sans le soutien d'associations, de citoyens et de la municipalité de Choisy le Roi qui ont développé le devoir de solidarité en se substituant aux obligations de l'état notamment en matière d'hébergement, 60 personnes dont 20 enfants se seraient retrouvés la rue.

Cette politique doit cesser : les roms doivent avoir accès au respect, accès aux droits fondamentaux ; ils peuvent s'installer et vivre en France, dans le cadre de projets d'insertions.

Nous demandons l'arrêt des expulsions, la restitution des caravanes et la tenue en urgence d'une réunion avec la présence de l'état, des collectivités territoriales, des associations et des roms pour mettre en œuvre des solutions humaines

Jeudi 12 Août.

Annoncée depuis quelques jours, cette expulsion a eu lieu jeudi 12 août, dès 6 heures du matin. La décision de justice avait été prise en quelques jours, peu de temps après les déclarations agressives et xénophobes du gouvernement à l'encontre des roms.

La police est arrivée tôt et a fait sortir les personnes de leurs caravanes dès 6 heures et a commencé la vérification des identités. Un policier roumain était présent, l'OFFII aussi ; 9 personnes ont accepté de signer l'aide au retour qui aura lieu en septembre ; ils devront passer dans les nouveaux locaux de l'OFFII à Créteil, inaugurés par Besson il ya quelques jours !!! Parmi les autres personnes ayant refusé cette « aide au retour » une grande partie s'est vu délivrer des OQTF qu'ils ont majoritairement refusé de signer.

Une grande partie des caravanes a été emportée sur les camions plateaux pour aller en fourrière. Une attestation a été remise à chaque propriétaire

Le nettoyage du terrain s'est poursuivi jusqu'à 18h00...

Les familles se sont retrouvées comme à chaque fois avec quelques affaires, dans la rue, au bout du terrain.

Rien n'a été prévu pour la suite, la police et le cabinet du préfet se contentant de dire que leur travail s'arrêtait à l'évacuation du terrain...

60 personnes, dont 20 enfants, parmi lesquels des bébés, se sont installées sur l'herbe, regardant passer leurs caravanes... La présence de Romeurope, de citoyens, de militants, d'élus de Choisy le Roi et de riverains venus apporter leur solidarité a permis d'apporter de la nourriture et de l'eau, puis de commencer un bras de fer avec la préfecture pour obtenir des hébergements !!!

Notons que les riverains présents ne se sentaient pas du tout solidaire de la pétition qui a circulé contre les roms, qui apparaît plutôt minoritaire mais a été mise en avant comme l'un des arguments favorisant l'expulsion

Cela a duré jusqu'à 18h00 et après le refus de l'état de proposer une assistance aux familles, encore plus fragilisés que les jours précédents malgré la vie difficile en bidonville, la municipalité a proposé un hébergement provisoire dans un gymnase de la ville.

Vendredi 13 août.

Dans le gymnase les familles ont passé une première nuit avec accès à l'eau, aux douches et aux sanitaires. Le matin, les services de santé de la municipalité et du département, les services sociaux, PMI interviennent pour faire des diagnostics non organisés par la préfecture de l'expulsion du terrain ! Quelques adultes et enfants sont conduits à l'hôpital pour des bilans.

Des voisins apportent soutiens et vivres. Des militants de plusieurs organisations s'organisent pour assurer une présence dans l'attente de recherches de solutions..

La presse écrite et audiovisuelle relaie la situation depuis 48 heures.

La préfecture reste « droite dans ses bottes » et annonce une expulsion sans violence, normale, calme, justifiée... tout s'est bien passé... L'état ne s'intéresse pas aux personnes, l'importance annoncée étant de « nettoyer le terrain ».

Pourtant, la violence vis-à-vis des roms est immense, violence de l'expulsion, de la stigmatisation, de l'abandon sur un bord de route, du rejet... violence de voir passer leurs habitations vers la fourrière, violence de laisser des enfants, des personnes âgées sans assistance ...

Une fois de plus ce gouvernement s'en prend aux s'attaque aux plus fragiles qu'il fait passer pour de dangereux délinquants !

Les enfants pourront ils faire leur rentrée scolaire ??? Où ? Comment ???

Michel FEVRE, Romeurope 94.

